



## Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Culture

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Renaud CALVAT, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK, Eric PENSO.

### Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Jacques DOMERGUE, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Joël VERA

## **Culture - Musée Fabre - Convention de partenariat avec la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires, le Service de Probation et d'Insertion Pénitentiaire de l'Hérault et la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie - Autorisation de signature**

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de sa politique d'ouverture au public le plus large, souhaite poursuivre et développer ses missions visant à favoriser l'accès à la culture pour tous. Il est, à ce titre, un instrument majeur pour tout dispositif de réinsertion sociale.

Dans une démarche volontariste de solidarité et de citoyenneté, un partenariat avec le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation de l'Hérault (SPIP) et la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie (DRAC) a été mis en œuvre afin de participer à la politique de réinsertion culturelle et sociale des détenus.

Le SPIP, dans le cadre de ses missions de réinsertion sociale des publics placés sous-main de justice, a vocation à favoriser l'accès à la culture des publics dits « empêchés ».

La DRAC Occitanie, dans le cadre du protocole culture-justice, s'attache à atteindre les objectifs de démocratisation de la culture auprès des publics spécifiques. Elle facilite et accompagne les jumelages entre les grands équipements culturels et les établissements en charge des personnes sous-main de justice.

Depuis 2007, une convention permet aux différents partenaires de mettre en œuvre une action qui propose d'aller à la rencontre des populations qui n'ont pas accès à l'art afin de favoriser leur insertion culturelle et sociale.

Le projet 2019 concernera un groupe de 10 détenus volontaires de la maison d'arrêt de Villeneuve-lès-Maguelone, accueilli sur 6 séances, et proposera de faire découvrir aux participants le monde muséal, avec comme double objectif la découverte des Beaux-Arts et l'apprentissage du rôle et des missions républicaines et citoyennes des structures culturelles gérées par les collectivités territoriales.

La convention à venir règle l'ensemble des modalités techniques et administratives nécessaires à la mise en œuvre des objectifs, et précise notamment les obligations de chacune des parties.

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à :

- mettre à disposition le savoir-faire de ses médiateurs dans le cadre de la réalisation d'une action culturelle et artistique pratiquée au musée, au sein de ses collections permanentes et dans le cadre d'ateliers de pratiques plastiques,
- prendre en charge les frais de fonctionnement liés aux activités organisées dans ses murs (billets d'entrée, matériel d'arts plastiques, mise à disposition de l'atelier, frais de personnel), pour un budget global prévisionnel de 3 000 €.

Le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation de l'Hérault s'engage à :

- prévoir et organiser les modalités de déplacement des bénéficiaires du Centre Pénitentiaire de Villeneuve-lès-Maguelone au musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole,
- assurer le financement des transports pour les déplacements et de la collation programmée pour la dernière séance au musée.

La Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie s'engage à :

- garantir un suivi qualitatif de l'action (définition d'objectifs, évaluation,...), offrir un soutien technique et contribuer à l'élaboration du projet éducatif et artistique avec le service des publics du musée Fabre, le SPIP de l'Hérault et la maison d'arrêt de Villeneuve-lès-Maguelone,
- veiller à ce qu'un lien soit établi entre cette action et les activités culturelles soutenues financièrement par la DRAC et programmées à la maison d'arrêt de Villeneuve-lès-Maguelone,
- relayer cette opération sur le plan national au niveau du service en charge des politiques interministérielles au sein du Ministère de la Culture.

La convention prend effet à la date de signature par les parties pour une durée d'un an.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de partenariat susvisée ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 8 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190131-71895-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/19

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

- convention de partenariat

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.